

Politiques sociales en faveur des personnes handicapées en Albanie

Amarilda PRIFTI*

Le 7 janvier 2005, une stratégie nationale pour les personnes handicapées a été adoptée en Albanie. Elle touche différents domaines de la vie des personnes handicapées (PH) dans le but de leur assurer une meilleure qualité de vie en fonction des standards définis actuellement par l'ONU. Dans cette démarche, l'Etat ainsi que des associations ou des institutions vont collaborer afin d'atteindre les objectifs fixés. Des perspectives s'ouvrent pour les PH. Les lois s'améliorent en leur faveur mais il y a un grand décalage entre «loi» et «réalité» car les difficultés ne manquent pas...

1. Pourquoi une stratégie nationale pour les personnes handicapées?

Après le régime communiste, au début des années 1990, la société albanaise s'est trouvée face à un grand nombre de problèmes émergents. Les développements politique et économique, les changements démographiques ont mis en évidence l'insuffisance des services sociaux (Halilaj, 2005):

- manques institutionnels;
- services qui s'adressent à un nombre limité de personnes;
- mauvaise qualité des soins offerts;
- manque de confiance dans les services publics;
- services offerts par des associations non contrôlées.

Cette situation générale ne pouvait pas ne pas influencer la situation socio-économique des personnes handicapées (PH). D'autre part, l'ouverture de l'Albanie vers les autres pays, l'adhésion à des organisations interna-

* Unité de pédagogie spécialisée, Université de Vlora (Albanie).
Courriel: amarilda_prifti@yahoo.it

tionales et la ratification des conventions internationales sur les droits des personnes¹ ont mis le pays face à des responsabilités internationales, pour le respect des droits de l'homme, personnes handicapées y compris.

Tous ces facteurs ajoutés à la mauvaise qualité de vie des personnes handicapées et aux responsabilités internationales de l'Etat ont rendu nécessaire le développement d'un plan pour changer la situation. Ce plan politique a été développé par un groupe interministériel, présidé par le ministère du travail¹ et des affaires sociales² et avec le soutien (*Strategjia kombëtare e personave me aftësi të kufizuara*, 2005-2010) de différentes institutions et associations en Albanie, qui offrent des services aux personnes handicapées. Le résultat de cette collaboration est la stratégie nationale pour les personnes handicapées (SKPAK), adoptée le 7 janvier 2005. La SKPAK fait part d'une stratégie³ plus large qui, au niveau national, vise à transformer les services sociaux albanais afin d'atteindre les critères établis par l'Union Européenne et d'accomplir les obligations des conventions ratifiées (Koço Barka, 2005).

2. La stratégie nationale des personnes handicapées (SKPAK)

2.1 But de la SKPAK

Le but général (*Strategjia kombëtare e personave me aftësi të kufizuara*, 2005-2010, p. 8) de la stratégie pour des personnes handicapées est

- 1 Plusieurs conventions ont été signées et ratifiées par l'Etat pendant les années 1990 (convention internationale des droits civils et politiques, signée en 1991; la convention contre la violence, signée en 1994; la convention sur les droits des enfants, signée en 1992; la convention européenne pour la protection des droits de l'homme, signée en 1996; etc.)
- 2 Le ministère du travail, des affaires sociales et de l'égalité des chances (*MPÇSSH*) a été créé en 1992. Auparavant, les institutions et les services en faveur des personnes handicapées étaient sous la responsabilité du ministère de la santé et du ministère de l'éducation. Le *MPÇSSH* est responsable du développement des politiques sociales et surveille l'application de la législation, par les différentes institutions et associations qui offrent des services sociaux.
- 3 C'est la stratégie des services sociaux, adoptée le 10 mars 2005 pour la période de 2005-2010.

d'améliorer le statut et la qualité de vie des personnes handicapées en Albanie, en conformité avec les standards de l'ONU sur l'égalité des chances. La stratégie vise à (*Strategjia kombëtare e personave me aftësi të kufizuara*, 2005-2010):

- Décrire et analyser la situation des personnes handicapées;
- Définir les objectifs et les politiques pour améliorer la situation;
- Coordonner les activités des institutions publiques, des individus et des organisations non gouvernementales.

2.2 Définition des personnes handicapées

Dans la nouvelle stratégie, les personnes handicapées sont définies comme

des personnes dont les fonctions physiques, la capacité mentale ou l'état psychologique ont tendance à s'écarter pour plus de six mois de l'état de personnes du même âge, ce qui amène à des limitations de la participation dans la vie sociale (SKPAK, 2005-2010, p. 7).

Dans cette définition qui est conforme à la proposition de l'OMS et en cohérence avec la terminologie des Nations Unies (SKPAK, 2005-2010, p. 7), le concept de personne handicapée a été remplacé par le terme de «personne avec des capacités limitées». L'utilisation de ce terme, d'un côté, évite la mauvaise représentation offerte par le terme handicapé⁴ dans la langue albanaise et d'un autre côté, il met en évidence le fait que ces personnes ont des besoins spéciaux qui doivent être pris en considération.

2.3 Principes et objectifs de la SNPH

La SNPH se base sur des principes (SKPAK, 2005-2010, p. 7) de droit civil, d'égalité et de non-discrimination, d'autodétermination, de participation et d'égalité des chances, de suppression des barrières architecturales, de prévention et d'intervention précoce ainsi que de réhabilitation. En se

4 Les termes handicap et handicapé sont très proches du terme *handikapat*, utilisé très souvent en Albanie, dans la langue courante, pour se référer aux personnes handicapées, mais dont le sens est très dur.

basant sur ces principes, la stratégie construit une base légale qui garantit l'égalité et le respect des droits, une prise en charge adaptée le plus tôt possible et, en général, une meilleure qualité de vie. Ces principes se reflètent dans les objectifs de la SKPAK (*Strategjia kombëtare e personave me aftësi të kufizuara* 2005-2010, pp. 8-10):

- encourager une société permettant la participation;
- respecter les droits;
- assurer une éducation optimale;
- soutenir les PH afin de leur garantir une bonne qualité de vie dans la communauté;
- rassembler et utiliser les informations et les questions relatives aux PH.

L'accomplissement de ces objectifs se décrit dans le plan national d'action de la SKPAK.

2.4 Le Plan national d'action

Pour améliorer la situation des PH, le plan national d'action se concentre sur 5 domaines (*Plani kombëtar i veprimt për strategjinë kombëtare për personat me aftësi të kufizuara*, 2005):

1. la vie sans barrières architecturales, pour créer un environnement architectonique adéquat, des transports et une infrastructure adaptés à toute personne handicapée;
2. l'amélioration et la création de services, d'équipes, de structures pour prévenir, diagnostiquer et traiter le plus tôt possible, d'une manière adéquate et respectueuse, les enfants et les personnes handicapées;
3. l'éducation, l'engagement et la qualification de professionnels, pour créer et / ou améliorer les institutions ainsi que des programmes pour assurer à toute personne handicapée, la possibilité d'une éducation adaptée à ses besoins, la possibilité de bénéficier d'une formation professionnelle adaptée et la possibilité d'exercer un métier ou une profession;
4. l'élévation des capacités, pour créer des structures, améliorer le niveau des structures existantes et le niveau des professionnels;
5. l'amélioration de la législation et le développement de la recherche liés aux services sociaux, la simplification des procédures de traitement des personnes handicapées et la connaissance exacte de leur nombre, leur type de handicap et leur situation socio-économique.

Ce plan d'action s'étend surtout sur les cinq premières années. Selon les dates prévues dans ce plan, pour plusieurs éléments (tels que la construction des centres spéciaux...), l'action ne va commencer qu'en 2007 et donc, pour le moment, nous ne pouvons pas encore observer de changements. Certains changements se voient actuellement, au niveau de la loi, mais peu dans la vie réelle.

Dans ce plan, la capitale Tirana, est le premier endroit où le plan sera appliqué. Peu à peu, les changements s'étendront aux autres villes. Pour la réalisation du plan d'action et le soutien financier, il y a différents acteurs: les différents ministères, les mairies, des organisations et associations, etc.

3. Situation démographique des personnes handicapées

3.1 Nombre des personnes handicapées

Types de handicap	Année 2002 ⁵	Année 2003 ⁶	Année 2004 ⁷
1. Handicap de naissance ou acquis jusqu'à l'âge de 21 ans.	42301	44794	48498
2. Invalides	24902	30250	28750
<i>Total</i>	<i>67203</i>	<i>75044</i>	<i>77248</i>

Tableau 1: Nombre de personnes handicapées pendant les années 2002, 2003 et 2004.

Comme indiqué dans le tableau, les personnes handicapées en Albanie sont catégorisées en deux groupes (*Strategjia kombëtare e personave me aftësi të kufizuara*, 2005-2010, p. 12)⁸. Le premier se réfère à toute personne qui est devenue handicapée avant l'âge de 21 ans. Le deuxième se réfère aux invalides qui sont devenus handicapés pendant le temps qu'ils étaient assu-

5 Information prise de l'Observatoire national du handicap (*Observatori kombëtar i paafëtisë*), Tiranë.

6 Information prise de la *Strategjia kombëtare e personave me aftësi të kufizuara* (2005-2010), p. 11.

7 Information prise dans le schéma d'aide économique de *Strategjia e shërbimeve shoqërore* (2005-2010), p. 27.

⁸ L'évaluation du handicap se fait par des commissions spécifiques médicales dépendant du MPÇSShB.

rés. En effet, les statistiques sur la situation des personnes handicapées sont pauvres (*Strategjia kombëtare e personave me aftësi të kufizuara*, 2005-2010, p. 11). Le nombre de personnes handicapées recensées se base sur les personnes qui bénéficient d'une assurance invalidité et sur les personnes devenues handicapées avant l'âge de 21 ans. Ce nombre est en fait bien plus grand, si l'on pense qu'en Albanie, beaucoup de personnes sont devenues handicapées suite à leur travail (non assuré), ou qu'il s'agit de personnes de plus de 21 ans qui n'ont pas encore un travail ou qui vont travailler à l'étranger pendant certaines années et qui suite, à un accident, peuvent devenir handicapées. Mais même les chiffres indiqués dans la table 1 sont considérables par rapport à la totalité de la population qui, pendant ces années a varié de 4 104 389⁹ pour l'année 2002 à environ 4 millions et demi d'habitants en 2004.

3.2 Catégorisation des personnes handicapées

Dans la SKPAK, sont reconnus trois groupes de personnes selon le type de handicap (*Strategjia kombëtare e personave me aftësi të kufizuara*, 2005-2010, p. 13):

1. les handicapés physiques: personnes qui ont des capacités limitées pour se déplacer;
2. les handicapés sensoriels: personnes qui ont des capacités limitées d'entendre et de voir;
3. les handicapés mentaux: personnes qui ont des troubles mentaux ou une maladie mentale chronique.

Cette catégorisation ne fait pas de distinction entre handicap mental et maladie mentale, mais dans la réalité, les personnes qui ont un handicap mental bénéficient d'autres services que les personnes souffrant d'un trouble mental chronique et les services dépendent de ministères différents. Par exemple, une personne souffrant de schizophrénie est prise en charge dans un hôpital psychiatrique, lequel dépend du ministère de la santé. Au contraire, une personne souffrant d'une déficience intellectuelle peut être résidente d'un centre pour personnes handicapées et dépend alors du *MPÇSShB*. Mais, à cause des manques institutionnels ou de la formation du

9 Information prise de l'Observatoire nationale du handicap, Tiranë.

personnel, il y a aussi des cas où une personne handicapée mentale peut être internée dans un hôpital psychiatrique et vice-versa.

4. Cadre légal

La législation albanaise est riche en lois qui protègent les droits des personnes et toujours plus, les droits des personnes handicapées. La Constitution albanaise¹⁰ assure l'égalité devant la loi et la non-discrimination; les soins et l'aide pour les personnes en situation de besoin; la réhabilitation et l'éducation spécialisée. Dans le «nen» 59, il est écrit:

L'Etat, dans les compétences assurées par la constitution et les moyens à disposition, [...] vise [...] e) les soins et l'aide pour les anciens, les orphelins et les invalides; f) la récupération de la santé, l'éducation spécialisée et l'intégration dans la société des personnes avec des incapacités, et aussi l'amélioration de leurs conditions de vie (Nen 59 de la Constitution de 1998 de l'Albanie).

D'autres lois existent aussi, au bénéfice des personnes handicapées. Le code des élections garantit aux personnes handicapées, le droit de voter (Code des élections, dans la SKPAK, 2005-2010).

Le code du travail prévoit l'interdiction de toute sorte de discrimination, au niveau de l'emploi, des conditions de travail et d'exercice d'un métier pour les personnes handicapées. Ce code reconnaît à toute personne handicapée le droit de faire un contrat de travail et de travailler (Code du travail, 1995).

Pour stimuler l'emploi des PH, en 1995, a été adoptée une loi qui prévoit que chaque employeur doit employer une personne handicapée sur 25 personnes engagées. Il doit lui assurer les conditions adaptées pour le travail et il recevra alors des bénéfices de l'Etat (Loi nr.7995, date 20.09.1995 «*Për nxitjen e punësimit*»). Mais à l'heure où, en Albanie, dominent les petits «business» qui ont moins de 25 employés, cette loi n'as pas un grand succès.

Deux lois très importantes sont la loi des assurances et la loi d'aide et de soins sociaux. La loi sur les assurances¹¹ protège les personnes qui ont cotisé à l'assurance maladie avant de subir le handicap. La deuxième loi¹² pré-

10 Voir aussi le nen 18 et le nen 25 de la Constitution de l'Albanie, 1998.

11 Loi nr. 7880, date 13.10.1994 «*Për sigurimin shëndetësor në republikën e shqipërisë*».

12 Loi nr. 7710, date 18.05.1993 «*Për ndihmën dhe përkujdesin shoqëror*».

voit l'aide économique pour les personnes devenues handicapées avant l'âge de 21 ans.

Les invalides para et tétraplégiques, les aveugles et les invalides du travail bénéficient aussi des statuts¹³ et il y a des projets pour le statut des personnes handicapées mentales. L'importance du statut consiste en une aide économique, la gratuité des transports, l'exonération des taxes et des impôts ainsi que l'aide à l'intégration.

5. Les enfants handicapés

5.1 Les droits

La constitution protège les enfants et leurs droits. Ils ont les mêmes droits que tout autre citoyen. La ratification de la convention sur les droits des enfants et sa mise en vigueur, le 27 février 1992, ont amené des changements importants au cadre égal (Ndreko, 2005). Les «nens» 23 et 24 de cette convention se réfèrent aux droits des enfants handicapés et garantissent leur droit de vivre comme tous les autres enfants, le droit d'être libres, pour participer à différentes activités. Personne n'a le droit de les maltraiter.

5.2 Education

La Loi sur le système d'éducation¹⁴ donne le droit aux enfants handicapés de bénéficier d'une éducation spécialisée publique et gratuite. Cette loi prévoit l'ouverture d'écoles et de classes spéciales et la formation du personnel travaillant avec les personnes handicapées.

L'éducation revêt deux formes: intégration et classe spéciale. La première forme implique l'intégration dans une classe ordinaire. La deuxième consiste en des classes spéciales dans les écoles ordinaires et des écoles

13 Loi nr. 7889, date 14.12.1994 «*Statusi i invalidit të punës*».

Loi nr. 8098, date 28.03.1996 «*Statusi i të verbërit*».

Loi nr. 8626, date 22.06.2000 «*Statusi i invalidit para dhe tetra-plegjik*».

14 Loi nr. 7952, date 21.06.1995 «*Për sistemin arsimor parauniversitar*».

spéciales dans les grandes villes. En Albanie, il y a 5 écoles spéciales pour les enfants avec un handicap mental léger et deux instituts nationaux pour les enfants sourds et aveugles. Les deux instituts se situent dans la capitale du pays et possèdent des internats pour les enfants venant des autres villes. Cela permet aux enfants vivant loin de la capitale de bénéficier d'une éducation adaptée. Dans toutes ces écoles spéciales, les classes spéciales utilisent les programmes de l'école ordinaire.

Les institutions résidentielles, en général, offrent des soins et de l'éducation pratique, mais il y a aussi des activités de nature scolaire, organisées par des éducatrices.

6. Les standards des services sociaux

Un point très important de la réforme des services sociaux en Albanie est la création des standards. Les standards des services sociaux¹⁵ définit la qualité de vie des bénéficiaires et le respect des droits des personnes. Ils sont importants¹⁶ dans les services sociaux, parce qu'ils assurent le respect des droits, servent à évaluer et à améliorer la qualité des services et sont des moyens, pour l'administration, de délivrer les autorisations d'exploiter ou de pratiquer des services sociaux.

Dans la mise en route des standards, un autre pas important est le développement des standards de services de soins sociaux pour les enfants, dans les institutions résidentielles¹⁷. La rédaction de ces standards garantit et développe les droits des enfants, reconnus dans la législation et la Constitution. Tous ces standards sont importants pour assurer la qualité des services pour les personnes handicapées. Et vu que, pour le moment, les institutions résidentielles accueillent encore un grand nombre d'enfants handicapés, les standards pour ces institutions constituent une garantie pour le respect des droits des enfants handicapés et pour un développement dans un milieu adapté.

15 MPÇSSHb (2004). *Standartet e shërbimeve sociale*. Draft.

16 MPÇSSHb (2004). *Standartet e shërbimeve sociale*. Draft.

17 MPÇSSHb (2006). *Standartet e shërbimeve të përkujdesit shoqëror për fëmijët në institucionet rezidenciale*. Tiranë: Marin Barleti.

7. Perspectives et points forts de la stratégie

La stratégie des personnes handicapées ouvre des voies importantes vers l'intégration des personnes handicapées dans la société. Le handicap est plutôt vu dans une perspective de développement que dans sa cause. Cette politique en faveur des personnes handicapées se base sur des principes d'égalité et de non-discrimination qui assurent la pleine participation des personnes handicapées, reconnues comme toute autre personne au niveau des droits tout en prenant en considération leurs besoins spécifiques pour leur garantir une qualité de vie optimale.

La SKPAK se base sur la collaboration avec les différents acteurs qui offrent des services pour les PH. Dans cette collaboration, les associations sont considérées comme partenaires et elles servent de support pour améliorer la vie des PH. Ainsi, les services offerts sont plus nombreux et plus proches des personnes que les services publics existants. Ce partenariat garantit un système bien organisé de services entre les associations et l'Etat.

8. Difficultés

La stratégie est en train de changer et d'améliorer les lois en faveur des personnes handicapées et son plan d'action s'étend à tous les domaines importants de la vie. Mais durant ces deux premières années, l'amélioration des lois a peu influencé la qualité réelle de la vie des PH. Il y a en effet un grand décalage entre la loi et la réalité. Cela est certainement dû au fait que la loi est plus facilement modifiable que la vie réelle. Il ne suffit pas de modifier la loi pour donner des couleurs plus vivantes à la vie des personnes handicapées. Il faut d'un côté appliquer, trouver les moyens pour des mises en œuvre et de l'autre côté, changer la stigmatisation de la communauté.

Un autre problème important demeure les statistiques sur le nombre de PH et les catégorisations qui demeurent peu précises: dans ces conditions, les PH ne bénéficient pas toujours des soins dont elles auraient besoin. Ainsi, cette stratégie doit relever de nouveaux défis liés à l'harmonisation des lois en concordance avec les standards internationaux et l'application des lois en vigueur.

Références

- HALILAJ, E. (2005). *Efektshmëria e modelit nga poshtë-lart në zbatimin e reformimit të shërbimeve sociale* (microthèse non publiée).
- BARKA, K. (2005). «Falenderim: Për një reformim të sistemit të shërbimeve shoqërore». *Strategjia e shërbimeve shoqërore* (2005-2010), pp. 3-4.
- MPÇSSHb (2005). *Strategjia e shërbimeve shoqërore* (2005-2010). Tiranë.
- MPÇSSHb (2005). *Strategjia kombëtare e personave me aftësi të kufizuara* (2005-2010). Tiranë.
- MPÇSSHb (2004). *Standartet e shërbimeve sociale*. Draft.
- MPÇSSHb (2006). *Standartet e shërbimeve të përkujdesit shoqëror për fëmijët në institucionet rezidenciale*. Tiranë: Marin Barleti.
- OBSERVATORI KOMBËTAR I PAAFTËSISË (2002). *Numri i të paaftëve, të verbërve dhe i invalidëve në qytet dhe në fshat*.
- NDREKO, MERITA (2005). *Tryeza e rumbullakët: Mbi strategjinë kombëtare për fëmijët dhe planin e veprimit*. Tiranë.
- Loi nr. 7889, date 14.12.1994 «Statusi i invalidit të punës».
- Loi nr. 8098, date 28.03.1996 «Statusi i të verbërve».
- Loi nr. 8626, date 22.06.2000 «Statusi i invalidit para dhe tetra-plegjik».
- Loi nr. 7995, date 20.09.1995 «Për nxitjen e punësimit».
- Loi nr. 7880, date 13.10.1994 «Për sigurimin shëndetësor në republikën e shqipërisë».
- Loi nr. 7710, date 18.05.1993 «Për ndihmën dhe përkujdesin shoqëror».
- Loi nr. 9125, date 29.07.2003 «Kodi i punës».
- CONSTITUTION ALBANAISE (1998).